

Le comté que je représente offre un des exemples les plus frappants de la combinaison de l'agriculture avec l'industrie. La population en est très dense et l'étendue en est très restreinte, elle ne représente que 12 milles sur 24. Le comté de Waterloo comprend deux cités, il est le seul qui jouisse de cette distinction. Il comprend, en outre, nombre de petites villes et de villages qui sont tous des centres d'industrie. Les sujets de ce comté qui sont engagés dans l'agriculture sont peut-être dans une meilleure situation que les cultivateurs de la plupart des autres parties du pays. Il n'est pas un coin de cette division d'où il ne soit possible d'atteindre trois ou quatre grandes villes en une heure de marche, ainsi que plusieurs petites villes. Galt, Kitchener, Guelph, Brantford, Hamilton et Stratford, villes comprenant une nombreuse population, peuvent être atteintes de n'importe quelle partie du comté en une heure de marche en auto. Cela signifie que les cultivateurs de cette partie de l'Ontario sont engagés dans ce que nous appelons l'agriculture variée, le vrai type de la culture mixte. Il est vendu environ 80 p. 100 des produits de ces fermes dans les cités et les villes qui entourent cette division. Il est donc difficile de convaincre ces cultivateurs que leur marché domestique n'est pas avantageux, c'est même un véritable marché, et je ne saurais trop insister sur ce point. Naturellement, c'est là un état de choses particulier. Cette situation n'existe pas dans l'Ouest ni dans plusieurs autres parties de l'Ontario. Dans cette division elle constitue un facteur réel et dont nous sommes particulièrement fiers. J'en suis donc venu à cette conclusion, à laquelle plusieurs autres sont sans doute arrivés, qu'on ne saurait nuire à l'agriculture ni restreindre la puissance d'achat du cultivateur sans nuire aux industries des cités et des villes et qu'on ne saurait, non plus, nuire à l'industrie sans nuire à l'agriculture. Ce qui est vrai de la circonscription que je représente l'est aussi de tout le Dominion. Pour entrer dans la voie des accommodements et énoncer un programme qui sera acceptable à tous, il nous faut oublier nos intérêts individuels et repousser tout désir de rendre des lois pour l'industrie ou pour l'agriculture—il nous faut nous concerter et convenir d'un projet que la grande masse de la population trouvera de son goût. Malheureusement, on ne l'a pas fait; et lorsque je prête l'oreille aux discours contradictoires qui se font ici, il me semble qu'il se dit une foule de choses qui élargissent la brèche séparant l'agriculture, d'une part, et l'industrie, de l'autre, tandis que nos efforts devraient tendre à les rapprocher. Selon moi voilà l'une des choses importantes que nous devons accomplir. Il nous faut nous entendre sur cette question

et énoncer un programme qui fera du bien à tout le Dominion. Voilà pour l'agriculture.

Jusqu'à présent, je puis parfaitement accepter le budget présenté par le ministre intérimaire des Finances; il en résultera beaucoup de bien. Nous constatons que l'agriculture sera débarrassée de certaines dépenses qu'elle a dû faire par le passé. Je ne veux pas que vous pensiez que dans ma circonscription nous n'éprouvons pas d'embarras au sujet de l'agriculture; là comme ailleurs, c'est ce qu'il nous faut acheter qui nous cause des ennuis, non pas ce que nous avons à vendre. Lorsque nous nous rendons sur le marché pour nous procurer des objets de première nécessité—par exemple, des chaussures, des vêtements, des outils et le reste—nous nous apercevons qu'ils coûtent trop cher. Et lorsque nous comparons les prix qu'ils nous faut payer avec ceux que nous recevons, nous nous trouvons en présence d'un problème qu'il est très difficile de résoudre.

Je remarque que dans l'Ontario le gouvernement provincial a présentement une commission ambulante qui s'efforce sincèrement, dit-elle, de trouver la solution du problème rural. A mes yeux, il est bien aisé de mettre le doigt sur la plaie; la difficulté consiste à trouver le remède. Je crois que la vente et les frais de vente sont probablement la source de nos embarras bien plus que le tarif. En abolissant entièrement les droits sur les instruments aratoires et les articles de consommation, je ne pense pas que nous nous trouverions bien mieux. Cependant, il nous faut obtenir le transport à bon marché, des articles de consommation moins coûteux, et ce d'une façon ou de l'autre, afin que le prix de ce que nous avons à acheter soit plus en rapport avec le prix de ce que nous avons à vendre. Je le répète, le budget est absolument satisfaisant jusqu'à présent; cependant, il se trouve que je représente un grand nombre d'établissements industriels situés dans la division sud de Waterloo. Je suis très fier de ces établissements, et en causant de ce sujet avec ceux qui les dirigent, j'ai constaté qu'ils trouvent moins à redire au budget lui-même qu'à son orientation.

Lorsque le ministre de l'Intérieur (M. Stewart) vient nous dire que cette démarche sonne le glas de la protection, lorsque le ministre de l'Agriculture tient à peu près le même langage, nous sommes portés à nous arrêter et à nous demander où nous allons et quelle est la direction que nous prenons. Je veux bien que le tarif soit aussi bas qu'il peut l'être; j'ai foi en un tarif modéré, mais je veux que ce tarif soit équitable. Je suis d'avis de traiter loyalement l'industrie aussi bien que l'agriculture, et lorsque nous voyons que